



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

44^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 024

Le lundi 13 juin 2022

Président : M. Kody Blois



Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Le lundi 13 juin 2022

• (1100)

[Français]

Le président (M. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.)): Je déclare la séance ouverte.

Bonjour à toutes et à tous. J'espère que vous avez eu une bonne fin de semaine.

Bienvenue à la vingt-quatrième réunion du Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

Je vais commencer par faire quelques rappels.

La réunion d'aujourd'hui se déroule selon une formule hybride, conformément à l'ordre de la Chambre du 25 novembre 2021. Les délibérations sont diffusées sur le site Web de la Chambre des communes. À titre d'information, la diffusion Web montrera toujours la personne qui parle, plutôt que l'ensemble du Comité. Les captures d'écran ou les prises de photo de votre écran ne sont pas autorisées.

Veillez également suivre les recommandations sur les mesures sanitaires qui ont été approuvées par le Bureau de régie interne.

[Traduction]

Chers collègues, nous voici de retour. Conformément au paragraphe 108(2) du Règlement et à la motion adoptée par le Comité le 30 mai 2022, nous poursuivons en cette troisième réunion notre étude sur l'insécurité alimentaire mondiale. Nous accueillons aujourd'hui un autre excellent groupe de témoins. Je les vois à l'écran qui nous rejoignent.

D'Oxfam Canada, nous avons Lauren Ravon, directrice exécutive. Nous avons aussi Brittany Lambert, spécialiste de la politique et de la défense en matière des droits de la femme. Bienvenue à Oxfam.

Du Parlement de l'Ukraine, nous avons Mme Lesia Ziburanna, qui est députée. Nous sommes très heureux de vous voir, madame.

De l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, nous avons Pierre Vauthier, qui est le chef du bureau de l'Ukraine.

Chers témoins, vous savez que nous commençons par les observations préliminaires, pour lesquelles vous disposerez de cinq minutes. Je commencerai par Oxfam.

Madame Ravon ou madame Lambert, vous disposez de cinq minutes pour vos observations préliminaires. Je vous cède la parole.

Mme Lauren Ravon (directrice exécutive, Oxfam Canada): Je vous remercie, monsieur le président.

C'est un plaisir pour moi de comparaître aujourd'hui devant le Comité.

Aujourd'hui comme tous les jours, Oxfam est sur le terrain pour répondre aux besoins urgents de populations dans des régions du monde en proie à la famine.

Les inégalités extrêmes, les changements climatiques et une inflation sans précédent des prix de l'énergie et des aliments, le tout accéléré par la guerre en Ukraine et la pandémie de COVID-19, créent les conditions d'une véritable catastrophe pour les populations les plus pauvres du monde. Plus de 250 autres millions de personnes pourraient tomber dans l'extrême pauvreté rien que cette année à cause de cette convergence de crises. Des décennies de progrès dans la lutte contre la pauvreté en seraient anéanties et nombre de vies seraient menacées.

Les pays à faible revenu n'ont pas les moyens de réagir face à ces nombreuses crises ou de mettre en place les filets de sécurité nécessaires pour aider les plus vulnérables. Leurs réserves en devises sont déjà épuisées par les mesures prises face à la pandémie et aussi par le service de la dette. L'inflation dépassant la hausse des salaires et le prix des produits de première nécessité augmentant considérablement, des millions de familles ont du mal à se nourrir. Les pays les plus touchés sont ceux qui dépendent d'importations alimentaires, les pays à faible revenu du Sahel et de la Corne de l'Afrique, ainsi que le Yémen, l'Afghanistan et la Syrie.

Trois pays de la Corne de l'Afrique en particulier — le Kenya, l'Éthiopie et la Somalie — importent 90 % de leur blé de Russie et d'Ukraine. La flambée des prix des denrées provoquée par la guerre en Ukraine se produit au moment même où ces pays sont frappés par une sécheresse sans précédent et des conflits persistants. Résultat, beaucoup vivent dans des conditions de famine, une personne mourant de faim toutes les 48 secondes. D'après l'ONU, 350 000 enfants somaliens pourraient mourir d'ici la fin de l'été si rien n'est fait immédiatement.

La faim touche les femmes et les filles de façon disproportionnée, comme nous le savons. Elles sont les dernières à manger quand la nourriture est rare, les premières retirées de l'école quand les familles ne peuvent plus payer les frais de scolarité, et leur travail domestique non rémunéré augmente en période de crise. Nous ne parviendrons jamais à tenir la promesse d'une égalité entre les sexes tant que les femmes et les filles continueront de souffrir de faim et de malnutrition plus que les hommes et les garçons.

Face à cette crise alimentaire mondiale, le Canada peut beaucoup faire en réalité.

À court terme, les pays donateurs comme le Canada doivent aider à éviter une catastrophe dans les pays les plus durement touchés en augmentant l'aide humanitaire. À côté de l'élan de solidarité envers les Ukrainiens, la réponse de la communauté internationale à la crise alimentaire pâtit d'un financement très insuffisant. Il manque encore 13 milliards de dollars pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition à l'échelle mondiale. Dans l'immédiat, le Canada devrait promettre 600 millions de dollars au prochain G7 pour revenir à un pied d'égalité avec ses pairs en tant que donateur majeur en matière d'aide humanitaire.

Des organismes caritatifs comme Oxfam et d'autres membres de la Coalition humanitaire font tout ce qu'ils peuvent pour réunir des fonds auprès des Canadiens afin de répondre à l'urgence humanitaire actuelle. Le gouvernement pourrait davantage les encourager à donner généreusement en activant un fonds de contrepartie, dont nous savons que c'est un moyen efficace de faire augmenter les dons.

À moyen terme, le Canada et d'autres donateurs doivent commencer à anticiper pour réagir plus tôt aux crises alimentaires. La crise ukrainienne n'est pas le seul facteur de la famine mondiale. Ce n'est que le dernier choc pour des pays déjà durement éprouvés par des conflits, par les bouleversements économiques liés à la pandémie et par l'urgence climatique qui s'accroît. Une famine n'arrive pas soudain ou à l'improviste. Elle survient après que ceux qui ont les moyens et le pouvoir de l'éviter font, pendant des mois, la sourde oreille aux mises en garde et tergiversent. La famine est un échec politique. Il existe des systèmes d'alerte rapide. Nous pouvons économiser de l'argent et, surtout, épargner des vies en agissant plus tôt.

À long terme, des pays comme le Canada doivent soutenir la création de systèmes d'approvisionnement alimentaire locaux durables et résilients. La crise actuelle montre combien c'est important. Il est dangereux pour les pays à faible revenu de trop dépendre des importations alimentaires, car ils s'exposent à la désorganisation des marchés et à des hausses de prix. Le Canada doit augmenter son budget pour l'agriculture locale à petite échelle dans les pays à faible revenu. Les familles d'agriculteurs doivent avoir plus facilement accès aux terres, au financement, à l'infrastructure et aux marchés. Nous devons soutenir les modes de production qui dépendent moins de l'importation d'engrais et d'aliments pour bétail et qui sont plus résilients aux changements climatiques.

• (1105)

Je soulignerai, en conclusion, que la pauvreté et les inégalités sont les véritables causes de la famine, pas les pénuries alimentaires. Les conflits et les changements climatiques accentuent des chocs humanitaires cycliques et prévisibles que seules la volonté politique et la solidarité mondiale permettent d'éviter.

Encore merci de m'avoir donné l'occasion de vous parler.

Le président: Je vous remercie, madame Ravon.

Vous êtes dans les temps. Nous vous remercions de vos observations et nous aurons certainement des questions.

D'abord, nous allons passer à Mme Lesia Ziburanna, qui est députée au Parlement de l'Ukraine.

Nous avons eu votre collègue, Mme Yulia Klymenko, et aussi le ministre Solsky à notre dernière réunion. Nous sommes donc impatients de vous entendre également.

Vous disposez de cinq minutes.

Mme Lesia Ziburanna (députée, Parlement de l'Ukraine (Verkhovna Rada)): Je vous remercie.

Tout d'abord, j'aimerais dire que c'est un honneur et un plaisir pour moi de parler au Comité de la Chambre des communes du Canada.

Permettez-moi de commencer par un certain nombre de faits qui illustreront le rôle de l'Ukraine en tant que fournisseur mondial de denrées alimentaires.

L'Ukraine est un exportateur important. Nous avons toujours figuré parmi les principaux pays fournisseurs de denrées alimentaires dans le monde. En fait, nous sommes le cinquième pays exportateur de blé, le quatrième de maïs, le troisième d'orge et le premier d'huile de tournesol. De plus, nous comptons parmi les principaux producteurs mondiaux de noix, de colza, de pois, de millet, de farine de blé, de miel et d'autres denrées agricoles encore.

L'an dernier, les céréales ukrainiennes ont nourri plus de 500 millions de personnes. Cette année, leur absence met un milliard de personnes en danger. L'agression injustifiée de la Russie contre l'Ukraine a changé pour de bon l'ordre des choses. Chaque jour, elle cause des dommages irréversibles au secteur agricole ukrainien et ébranle la sécurité alimentaire mondiale.

La guerre a déjà des conséquences négatives sur le potentiel exportateur de l'Ukraine. La Russie bloque les ports maritimes et a posé des mines en mer Noire aussi. À l'heure actuelle, plus de 20 millions de tonnes de céréales s'entassent en Ukraine, nous obligeant à chercher d'autres moyens pour exporter nos produits agricoles en passant par les frontières occidentales.

Aujourd'hui, grâce à nos partenaires, nous pouvons exporter plus de céréales que le mois dernier vers l'Union européenne, mais les chiffres restent inférieurs à ceux d'avant la guerre. La plupart des produits sont exportés par voie fluviale et par traversier, mais la capacité de ces installations demeure faible pour un approvisionnement mondial stable. En outre, l'Ukraine risque de faire face à d'autres problèmes dus aux attaques russes contre les bâtiments où sont entreposées les récoltes et au manque à gagner que représente l'absence de ventes à l'étranger.

De plus, l'armée russe vole ouvertement le blé et d'autres céréales ukrainiennes dans les territoires temporairement occupés de l'Ukraine et les transporte illégalement en Russie. Les pertes pour les agriculteurs sont estimées à plus d'un demi-million de tonnes et à plus de 125 millions de dollars. Dans la région de Luhansk, les soldats russes obligent les agriculteurs ukrainiens à semer pour ensuite s'approprier les récoltes.

Le secrétaire général de l'ONU a déclaré récemment que la guerre russe contre l'Ukraine provoque des bouleversements dans l'approvisionnement alimentaire qui touchent 1,7 milliard de personnes dans le monde. Les conséquences risquent d'être désastreuses. D'après les dernières prévisions de la FAO, à cause de la guerre en Ukraine, 18,8 millions de personnes de plus pourraient souffrir de sous-alimentation chronique d'ici 2023.

Selon le gouvernement ukrainien, la superficie des semailles de printemps a diminué de 25 % par rapport à l'an dernier. Les principales cultures qui ont été semées sont le maïs, le soja, le tournesol, le millet, le sarrasin, l'avoine et la betterave à sucre. Donc, aujourd'hui, les agriculteurs ukrainiens se demandent comment ils vont exporter non seulement la récolte de l'an dernier, mais aussi la prochaine récolte.

En fait, la saison des semailles 2022 a été la plus difficile de l'histoire de l'Ukraine indépendante à cause de problèmes logistiques. Les agriculteurs ukrainiens font face à une grave pénurie de carburant, d'engrais et de produits phytosanitaires. Le gouvernement a signalé des cas de destruction ou d'appropriation internationale de machines et d'outils agricoles par l'armée russe dans les régions ukrainiennes occupées.

La Russie prend délibérément pour cibles des silos à grains, des entrepôts d'engrais, des exploitations agricoles et d'autres infrastructures pour essayer d'aggraver la crise humanitaire actuelle. Il y a deux mois, les forces russes ont pilonné des usines fabriquant du pain dans les régions de Kiev et de Kharkiv. Dans les zones libérées, les envahisseurs ont miné les champs.

• (1110)

Le travail constant du secteur agricole est essentiel pour relever l'économie ukrainienne. C'est pourquoi semer en 2022 faisait partie des tâches les plus importantes du gouvernement et des agriculteurs ukrainiens. La saison a été relativement bonne, grâce aux crédits accordés au secteur agricole. Plus de 13 000 agriculteurs ukrainiens ont reçu plus de 38 milliards d'hryvnias, soit environ un milliard d'euros de crédits en tout. Ce montant a été réuni à 80 % grâce à des garanties de portefeuille.

Les exportations se sont un peu améliorées par rapport à mars de cette année, mais il n'y a encore aujourd'hui aucune solution de rechange visible au volume antérieur d'exportation mondiale de denrées alimentaires ukrainiennes.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie est lourde de conséquences...

Le président: Madame Zaburanna, je suis désolé. Je vous ai laissé quelques secondes de plus, et j'aurais dû vous faire signe.

Nous sommes dans les temps, mais je sais que mes collègues auront beaucoup de questions. Nous allons donc en rester là.

Nous passons à M. Vauthier et, ensuite, nous passerons aux questions. Comme je l'ai mentionné, mes collègues auront des questions à vous poser.

Monsieur Vauthier, vous avez la parole.

[Français]

M. Pierre Vauthier (chef du bureau de l'Ukraine, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture): Je vous remercie beaucoup.

Je m'appelle Pierre Vauthier. Je coordonne la réponse de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, ou FAO, sur le terrain, en Ukraine. Je suis actuellement à Kiev. Je veux simplement signaler que nous menons des activités dans tout le territoire, y compris sur la ligne de front. Je voudrais aussi indiquer que notre personnel qui était là avant la guerre...

• (1115)

[Traduction]

Le président: Monsieur Vauthier, je suis désolé. Nous avons quelques problèmes techniques de notre côté avec la traduction, à ce que me dit la greffière. Je vous passe la greffière.

La greffière du comité (Mme Josée Harrison): Monsieur Vauthier, tout en bas de votre écran, il y a un bouton pour le son et une petite flèche pointée vers le haut. Si vous cliquez sur la flèche « sous choisir un microphone », vous devriez pouvoir choisir votre casque.

M. Pierre Vauthier: Je l'ai déjà fait. Vous m'entendez?

Mme Lauren Ravon: Je vous entends, pour ma part.

M. Pierre Vauthier: Très bien. Je vais parler en anglais, si cela ne vous dérange pas, comme le reste du groupe est anglophone. Permettez-moi d'être bref pour ne pas perdre trop de temps.

Il était vrai...

Le président: Je suis désolé, monsieur Vauthier, nos délibérations doivent pouvoir se dérouler en anglais et en français. Nous allons essayer de régler le problème dans la mesure du possible. Accordez-nous quelques instants.

M. Pierre Vauthier: Je peux parler en français et en anglais, si vous voulez.

Le président: Monsieur Vauthier, nous essayons de mener nos délibérations dans les deux langues, et votre témoignage est très précieux. Vous disposez de cinq minutes au maximum et nous sommes un peu en retard. Je sais que vous parlez anglais et français. Si vous pouviez ramener vos observations à deux minutes et demie en anglais et, ensuite, répéter en français.

Ainsi, nous pourrions consigner votre témoignage. Nous allons devoir régler le problème pour les questions et réponses, mais nous ferons certainement de notre mieux. Vous êtes bilingue. Est-ce que cela vous convient? C'est peut-être la meilleure solution.

M. Pierre Vauthier: Oui, je vais essayer de résumer.

Le président: J'en suis désolé. C'est la nature des délibérations virtuelles.

Nous vous laissons la parole pour la moitié peut-être en anglais et la moitié en français.

Je vous remercie.

M. Pierre Vauthier: Je vous remercie.

Je serai très bref. Je ne mentionnerai qu'une partie des éléments que j'avais en tête, mais je crois qu'ensuite, ce sera plus important pour moi de répondre à vos questions.

Permettez-moi de répéter ce qui a été dit. Je parlerai seulement du secteur agricole — une partie — et de la sécurité alimentaire de la population en Ukraine, comme Mme Zaburanna.

• (1120)

À l'heure actuelle, le secteur des cultures n'est pas le seul touché. Tous les secteurs sont touchés en Ukraine, y compris le bétail, la pêche et l'exploitation forestière. En ce qui concerne le bétail, nous savons qu'une grande partie de la production laitière est perdue, et une grande partie de l'alimentation animale aussi. En ce moment même, un certain nombre de personnes ont perdu leur bétail ou, à cause de la baisse de l'activité économique, elles vont réduire leur cheptel. Elles consomment leur bétail en particulier dans la région. Nous en avons été témoins sur le terrain.

[Français]

En ce qui concerne l'élevage, nous devons actuellement faire face à une crise qui est due à la destruction de la chaîne de distribution. Les gros comme les petits éleveurs sont touchés, et certains des plus pauvres et des plus modestes d'entre eux sont en train de le consommer directement, comme je viens de le dire.

[Traduction]

Pour ce qui est de la pêche, il s'agit, comme vous le savez, d'un pays enclavé en ce moment à cause de la guerre. Malheureusement, il n'y a aucune activité en mer d'Azov et en mer Noire. La pêche est complètement à l'arrêt.

Il en va de même de la foresterie. Nous mentionnons ce secteur parce que c'est un secteur important que l'Ukraine et le Canada ont en commun.

[Français]

En ce moment, 600 000 hectares de forêt ne sont plus accessibles et ne sont plus exploitables à cause de la guerre, des contaminations et des conflits. Dans l'avenir, cela posera aussi des problèmes sur le plan écologique qu'il faudra régler ou, en tout cas, examiner.

[Traduction]

Normalement, l'Ukraine exporte de 45 à 55 millions de tonnes de céréales par an.

Mme Zaburanna l'a très bien dit. Avant la guerre, cinq millions de tonnes étaient exportées chaque mois par la mer à destination du reste du monde. La mer est bloquée. Aujourd'hui, seulement 1,2 million ou un million de tonnes par mois en moyenne sont exportées. C'est un cinquième des exportations en temps normal. Cela malgré tous les efforts et toute l'aide des pays voisins, et malgré les solutions trouvées par le gouvernement, le soutien que nous apportons, et aussi les secteurs d'avant la guerre dans le pays.

Nous pensons que nous atteignons une limite. Nous ne pouvons pas retourner au niveau habituel des exportations maritimes. C'est un gros problème qui cause un deuxième problème. Les récoltes arrivent dans deux mois environ. En fait, de 20 à 25 millions de tonnes récoltées sont encore en entrepôt aujourd'hui. D'après les estimations de la FAO, 14 % sont détruites ou pas disponibles. Apparemment, il y aura une récolte supplémentaire qui atteindra les 55 millions de tonnes et peut-être plus.

Nous sommes face à une crise. Dans deux ou trois mois, l'Ukraine ne pourra pas exporter et ne pourra pas stocker autant. Il me semble que le Canada peut soutenir le pays à cet égard parce qu'il a des entreprises capables de parler et qui sont déjà en pourparlers. Nous avons besoin de votre appui pour résoudre ce problème immédiat. Ce sera un problème en 2022, mais qui persistera en 2023. Le Canada peut beaucoup nous aider sur ce point.

[Français]

En Ukraine, la capacité de stockage manquante est d'environ 20 millions de tonnes.

[Traduction]

Permettez-moi de passer très rapidement aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, les PDIP. Je crois que ma collègue d'Oxfam a été très claire à ce sujet, mais permettez-moi d'en parler du point de vue de l'Ukraine.

C'est très préoccupant. La plupart des PDIP viennent de l'Est ou quittent les villes parce qu'elles se sentent menacées par les frappes militaires, et elles vivent à la campagne, dans les zones rurales. En ce moment, ce qui est très préoccupant, c'est que l'hiver approche et qu'il n'y a plus de moyens de subsistance. Les salaires sont réduits. Il n'y a plus d'employeurs. Pour l'instant, les moyens de subsistance d'urgence auxquels recourent les personnes sont la production agricole, un peu de production de légumes et un peu de production de petit bétail.

Nous recommandons vivement, pour rendre service, de passer dès que possible de l'aide humanitaire à l'aide d'urgence, afin de renforcer les moyens de subsistance de la population dans les régions rurales. C'est très important. L'hiver sera très rude. Cette population sera durement touchée et nous devons absolument être en mesure non seulement de lui fournir un abri et des espèces pour des produits de consommation, mais aussi de lui donner les moyens de redémarrer ou d'avoir une capacité de subsistance temporaire afin qu'elle puisse s'adapter.

• (1125)

Le président: Je vous remercie, monsieur Vauthier. Le temps de parole est écoulé.

Chers collègues, il y a, de toute évidence, des problèmes techniques avec le son de M. Vauthier. Je pense que son témoignage, si vous souhaitez l'entendre, est important. Il peut répondre en anglais et en français. Avec votre permission, je demanderai que nous l'autorisions à répondre en anglais si une question lui est posée en anglais et en français si elle lui est posée en français.

Des députés: D'accord.

Le président: Monsieur Vauthier, si cela vous convient, si une question vous est posée en anglais, veuillez répondre en anglais et résumer rapidement en français, et vice-versa, si possible. Je sais que ce n'est pas idéal, mais c'est la seule façon, et nous tenons à entendre votre témoignage aujourd'hui.

Nous allons commencer les questions.

Est-ce que c'est d'accord, madame la greffière?

La greffière: Non.

Je suis désolée, j'essayais d'attirer votre attention.

Malheureusement, si votre micro est mal connecté, monsieur Vauthier, vous ne pouvez pas traduire vous-même. Il est très important que vous connectiez votre micro. Nous essayons de vous joindre. Un technicien essaie de vous joindre sur votre téléphone cellulaire. Alors, si vous pouvez...

Le président: Je pense que nous sommes d'accord.

Est-ce que vous êtes contents? Est-ce que ça va?

Un député: Oui.

Le président: D'accord. Je pense qu'à moins que la greffière s'y oppose, nous allons procéder comme nous l'avons dit. Je ne veux pas passer outre à votre avis, madame Harrison, mais je tiens à ce que les membres du Comité entendent ce témoignage.

Monsieur Vauthier, jusqu'à avis contraire, allez-y, je vous prie.

Je veux passer aux questions, cependant. Donc, monsieur Barlow, vous avez la parole pour six minutes.

M. John Barlow (Foothills, PCC): J'ai des questions pour M. Vauthier, qui est au téléphone. Est-ce que nous ne pouvons pas attendre quelques instants, ou je peux faire preuve de souplesse, mais...

Le président: Pourquoi ne suspendons-nous pas la séance pendant une minute ou deux pour voir si ce problème peut être résolu.

• (1125) _____ (Pause) _____

• (1130)

Le président: Chers collègues, nous allons poursuivre. M. Vauthier est toujours au téléphone, et nous allons examiner différentes possibilités. M. Barlow a accepté de commencer à poser des questions à un autre témoin.

Monsieur Barlow, allez-y.

M. John Barlow: Je vous remercie, monsieur le président.

Nous sommes désolés des problèmes techniques avec nos téléphones, mais il est important que nous puissions profiter de leur présence, car je sais qu'ils sont très occupés avec ce qui se passe sur le terrain.

Je commencerai par Mme Zaburanna, députée du Parlement ukrainien.

Je vous remercie de nous consacrer du temps.

J'ai eu l'occasion de lire le plan d'intervention rapide que la FAO a mis sur pied il y a quelques semaines. Il mentionne que vous vous attendez à ce qu'un tiers des cultures de printemps ne soient pas moissonnées. Est-ce exact? Je sais que les choses peuvent changer très vite dans un conflit. Est-ce toujours exact ou est-ce que la situation s'est améliorée ou a empiré par rapport à cette prévision?

Mme Lesia Zaburanna: Je vous remercie de votre question.

Oui. Comme je l'ai mentionné, la saison des semences 2022 est, en fait, la plus difficile de notre histoire, c'est-à-dire des 30 dernières années. Ce n'est pas seulement à cause des territoires occupés — encore que je mentionnerai qu'à présent, malheureusement, 23 % de nos territoires sont occupés —, mais aussi à cause du risque quotidien de bombardement dans toutes les régions. Ainsi, la nuit dernière, nous avons un risque de bombardement dans près de 80 % de notre pays.

Il y a aussi des problèmes logistiques parce que les agriculteurs ukrainiens font face à une manque criant de carburant, d'engrais et de produits phytosanitaires. Comme le mentionnait ma collègue, beaucoup de nos infrastructures sont également détruites — pour le stockage —, de sorte que nos agriculteurs ont très peur que cette année, la saison des semences soit très mauvaise.

M. John Barlow: Je vous remercie de cette mise à jour.

Quelles seraient les conséquences? Je suppose que c'est très semblable à votre saison de semences en octobre. Je sais que c'est loin et difficile à prédire, mais est-ce que vous faites déjà des prévisions si la situation persiste telle qu'elle est à présent?

Mme Lesia Zaburanna: Tout dépendra de notre position dans cette guerre.

Tout d'abord, comme ma collègue, Mme Yulia Klymenko, l'a mentionné la dernière fois, nous avons besoin d'une aide militaire maintenant, parce que ce soutien est indispensable pour que nous soyons certains d'avoir une bonne saison de semences cet automne.

Il est très difficile à l'heure actuelle de faire des prévisions parce que, vous savez, chaque jour, nous avons le risque de bombardements dans toutes les régions, toutes les villes, tous les villages. Donc, le plus important à présent pour le succès de notre développement agricole futur, c'est l'aide militaire de nos partenaires et du Canada aussi.

• (1135)

M. John Barlow: Je vous remercie. Je comprends.

Votre collègue mentionnait la semaine dernière qu'à cause du blocus de la mer Noire et de la perte du port d'Odessa, vous cherchez à acheminer des produits de base par le rail ou par la route, mais que, pour cela, il vous faut plus de services vétérinaires et phytosanitaires aux frontières.

Je sais que pour nous, même au Canada, ces ressources ne sont pas facilement accessibles. Réussissez-vous à obtenir les ressources nécessaires pour acheminer les produits de base par d'autres moyens dans la chaîne d'approvisionnement ou rencontrez-vous aussi des difficultés d'accès? Quelle est votre source de services vétérinaires ou phytosanitaires supplémentaires?

Mme Lesia Zaburanna: Vous savez, nous avons également un problème à présent, et c'est un gros problème pour nous. Vous connaissez notre situation en ce qui concerne l'essence — le carburant —, elle complique aussi beaucoup le transport.

De plus, nous avons un accès très limité aux frontières européennes. J'aimerais dire également que la valeur — le prix — de ce transport est très élevée. Vous savez qu'une grande partie de l'infrastructure ferroviaire a été détruite et que, chaque jour, des gares et des parties de l'infrastructure ferroviaire sont détruites, ce qui en fait des voies logistiques inutilisables vers l'Europe.

M. John Barlow: J'ai juste une dernière petite question pour Oxfam.

Quelles seraient les conséquences...? Vous parlez de famine dans d'autres pays, comme la Somalie. Vous attendez-vous à des troubles sociaux? Peut-être M. Poutine essaie-t-il de déclencher des conflits ailleurs dans le monde avec ce qui se passe en Ukraine. Est-ce qu'il s'agit de quelque chose qu'Oxfam et peut-être d'autres groupes surveillent? Est-ce une conséquence possible du conflit en Ukraine?

Mme Lauren Ravon: Les troubles sociaux sont liés aux crises alimentaires. Les deux vont toujours de pair. À mon avis, il est important de noter ici que nous avons des signes avant-coureurs de la famine à l'horizon depuis 2020. Ce qui se passe dans la Corne de l'Afrique, en Afrique de l'Est et en Afrique de l'Ouest, n'est pas causé par la situation en Ukraine; elle est exacerbée par celle-ci, mais nous n'avons pas réagi aux avertissements précoces que nous avons reçus ou n'y avons pas répondu en augmentant l'aide humanitaire dans ces régions.

Ces régions sont déjà touchées par les impacts de la crise climatique et des conflits dans nombre de ces pays, mais nous avons mis en place, au cours des dix dernières années, des systèmes d'alerte précoce pour avertir la communauté internationale lorsque la sécheresse se profile à l'horizon, lorsque les récoltes sont mauvaises et lorsque nous savons qu'il n'y aura pas assez de pluie pour soutenir la production agricole.

Cette situation est, comme je l'ai dit, exacerbée mais non causée par la situation en Ukraine.

Le président: Merci beaucoup, madame Ravon et monsieur Barlow.

Nous allons passer à Mme Taylor Roy, pour six minutes.

Mme Leah Taylor Roy (Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, Lib.): Merci, monsieur le président.

Merci à tous les témoins d'être ici, et en particulier au député de l'Ukraine. Nous vous sommes très reconnaissants du temps que vous nous avez consacré pour nous aider à comprendre encore mieux la situation.

L'une des choses dont vous avez parlé ce matin et qui est préoccupante est le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de l'Ukraine en ce moment. Le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme a estimé au début du mois de mai qu'il y avait 7,7 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays, soit environ 17,5 % de la population du pays. Quelles sont les répercussions de cela sur la production agricole, et quelles sont les principales préoccupations concernant l'acheminement de la nourriture à ces personnes? Vous avez parlé de passer en mode d'urgence par opposition à l'aide humanitaire à un moment donné.

J'y reviendrai plus tard, car je voulais aussi parler à Oxfam de l'impact particulier sur les femmes parmi les personnes déplacées à l'intérieur du pays et les réfugiés, mais nous pouvons peut-être commencer par ce qui s'est passé dans les fermes lorsque les gens ont été déplacés.

Monsieur Vauthier, pouvez-vous répondre maintenant?

M. Pierre Vauthier: Apparemment, je le peux. Je ne sais pas si je suis autorisé.

Je viens de dire oui. Je ne sais pas si vous...

Mme Lesia Zaburanna: Je suis désolée, cette question s'adresse-t-elle à moi?

Mme Leah Taylor Roy: Oui, madame Zaburanna, à vous et à M. Vauthier.

Mme Lesia Zaburanna: D'accord, merci. Je n'avais pas bien saisi.

Vous avez tout à fait raison de dire que plus de sept millions de personnes ont été déplacées et que, comme je l'ai dit, environ 23 % de nos territoires sont occupés. Dans les autres territoires, beaucoup d'agriculteurs sont exposés à un risque très élevé d'attentats à la bombe, mais vous savez, dans nos villages, nous avons beaucoup de gens qui viennent d'ailleurs, donc nous ne manquons pas de gens qui sont prêts à participer aux travaux agricoles dans les villages. Le plus grand risque pour nous, comme je l'ai mentionné, est l'agression, la guerre et les attentats à la bombe. Beaucoup de petits et moyens agriculteurs ont un très bon équipement technique, et je suis sûr que s'ils ont la stabilité nécessaire pour travailler en toute sécurité, ils essaieront de réaliser tous leurs plans pendant la saison des plantations, donc ce n'est pas un problème ou une question.

Bien sûr, nous sommes profondément désolés que beaucoup de nos gens aient été déplacés, mais le problème le plus important pour nous est la sécurité de nos agriculteurs.

• (1140)

Mme Leah Taylor Roy: Merci.

Monsieur Vauthier, avez-vous quelque chose à dire sur ce qui se passe, surtout avec les agriculteurs qui ont été déplacés de leurs terres? Qu'est-ce qui se passe pour eux en ce moment?

M. Pierre Vauthier: Pour les gens des territoires occupés maintenant, ils se sont déplacés partout en Ukraine près de leurs parents. La plupart du temps, comme le disait Mme Zaburanna, ils vont à la campagne. La majorité des déplacés internes, les déplacés internes pauvres sont à la campagne; les riches sont dans les hôtels. Je dois dire quelque chose. En fait, il y a beaucoup de solidarité en ce moment parmi les Ukrainiens, alors il y a des pages Facebook où ils peuvent trouver des maisons qui ne sont pas occupées, et quand ils vont dans ces villages, ils reçoivent quelques choses, comme des poulets...

Le président: Je m'excuse, monsieur Vauthier. Nous avons toujours des problèmes d'audio, et la directive qui m'est donnée actuellement est que le Règlement de la Chambre nous oblige à avoir l'interprétation simultanée. Nous pouvons certainement faire en sorte que vous reveniez à un autre moment. Je sais que certains membres du Comité aimeraient vraiment vous entendre.

Nous vous laissons poursuivre, madame Taylor Roy.

Mme Leah Taylor Roy: Merci.

J'avais une question concernant l'effet sur les femmes.

Madame Ravon, je sais que vous êtes accompagnée de Brittany Lambert, qui se spécialise dans la politique en matière des droits de la femme. J'aimerais qu'elle nous dise quelles sont les préoccupations ou les conséquences particulières concernant les femmes parmi les personnes déplacées à l'intérieur du pays et toute la situation de la guerre en Ukraine.

Mme Brittany Lambert (spécialiste de la politique et de la défense en matière des droits de la femme, Oxfam Canada): Merci pour cette question.

En Ukraine, l'une des choses que nous constatons, non seulement chez les personnes déplacées à l'intérieur du pays, mais aussi chez les personnes qui sont forcées de traverser la frontière, c'est que les femmes et les enfants représentent environ 90 % des personnes qui fuient parce que les hommes restent pour se battre. Le sexe et l'âge de ces réfugiés, qui ont tout perdu et sont contraints de s'en remettre à des étrangers, augmentent considérablement le risque de violence fondée sur le sexe, de trafic et de mauvais traitements, ce qui nous préoccupe beaucoup.

Nous sommes également préoccupés par des questions semblables pour les populations d'Afrique, par exemple, qui souffrent de la faim et qui sont obligées de migrer ou de fuir pour cette raison. Il existe de nombreux problèmes analogues, à savoir la vulnérabilité à la violence sexiste ou à l'exploitation et aux agressions sexuelles lorsque l'on cherche désespérément de la nourriture, et la propension à recourir à des mécanismes d'adaptation néfastes comme le retrait des filles de l'école ou leur mariage précoce en échange d'une dot pour assurer un revenu à la famille. Je pense que, quelle que soit la région du monde dont nous parlons, la faim et les déplacements ont un impact disproportionné sur les femmes et les filles.

Le président: Madame Taylor Roy, vous avez environ 25 secondes.

Mme Leah Taylor Roy: Très rapidement, madame Lambert, pouvez-vous nous dire ce qui est fait pour remédier à cela, surtout dans la situation de l'Ukraine en ce moment?

Mme Brittany Lambert: L'intervention humanitaire, en particulier sur le plan de la protection, protège les personnes vulnérables comme les femmes qui sont forcées de fuir et s'assure que nous les gardons en sécurité.

Le président: Merci, madame Taylor Roy.

Merci, madame Lambert.

[Français]

Monsieur Perron, vous avez maintenant la parole pour six minutes.

M. Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Je vous remercie beaucoup.

Madame Lambert, vous dites qu'il faut protéger davantage ces personnes. Que peut faire notre comité pour venir en aide aux femmes et aux enfants, mis à part ce qu'il fait déjà?

Faudrait-il, peut-être, augmenter les montants alloués à l'aide humanitaire?

Avez-vous des pistes de solution à nous offrir?

Mme Brittany Lambert: Je vous remercie de la question.

[Traduction]

Je pense que l'ampleur des besoins montre que le plus grand besoin à l'heure actuelle est une réponse humanitaire accrue. En ce qui concerne la façon dont cette réponse est apportée, le Canada est déjà très bon pour financer des organisations et des réponses qui sont sensibles à la spécificité des sexes et qui prennent en compte les besoins des femmes, leurs vulnérabilités uniques, ainsi que leurs capacités de leadership.

Je crois, compte tenu de l'ampleur de la crise dans le monde, qu'il faut augmenter l'intervention humanitaire et les niveaux de financement qui y sont associés.

• (1145)

[Français]

M. Yves Perron: Je vous remercie beaucoup.

Soit dit en passant, l'interprétation fonctionne dans votre cas, vous pouvez donc répondre en français si vous le désirez.

Dans les pays d'Afrique et du Moyen-Orient, où l'on prévoit une incidence importante des famines, la situation est-elle la même?

Ce sont beaucoup plus les femmes et les enfants qui sont touchés par les famines. Est-ce à cause des déplacements? D'autres facteurs sont-ils en jeu?

Mme Brittany Lambert: Il est certain que les déplacements jouent un rôle important. En effet, les gens qui doivent quitter leur maison laissent aussi derrière eux leurs emplois, leurs champs, leurs récoltes, et ainsi de suite. De plus, les revenus de ces familles sont souvent faibles, et ils ne peuvent pas acheter de la nourriture aux prix actuels.

Nous devons trouver des façons d'assurer que les familles aient plus d'argent pour acheter de la nourriture et pour subvenir à tous

les besoins de leur vie quotidienne. Nous devons aussi penser à la sécurité sociale et veiller à ce que les personnes vulnérables qui perdent toute leur récolte, par exemple, puissent avoir accès à un revenu d'urgence en ces temps de crise.

M. Yves Perron: Je vous remercie beaucoup.

À la dernière séance du Comité, nous avons discuté avec les témoins de l'importance d'ouvrir le corridor d'exportation des ports de l'Ukraine. Des négociations ont lieu actuellement et, si elles progressent, cela ne se fait pas rapidement.

Mesdames Lambert et Ravon, en tant que représentantes de l'organisation Oxfam Canada, pourriez-vous nous parler de l'importance de tout faire pour ouvrir ce corridor d'exportation et, peut-être, des mesures supplémentaires que les pays occidentaux devraient prendre pour y arriver?

[Traduction]

Mme Lauren Ravon: Je suis heureuse de pouvoir intervenir ici. Je vous remercie.

Oui, la forte dépendance aux céréales de l'Ukraine pour répondre à la crise de la faim en Afrique est très inquiétante.

Je veux aussi revenir à votre question initiale, qui portait sur ce que le Canada peut faire de plus. Il y a une générosité et une réponse incroyables à la crise en Ukraine et chacune des vies compte. Ce qui nous préoccupe ici, c'est que nous assistons à un déplacement des ressources humanitaires à l'échelle mondiale, de sorte que nous ne sommes pas en mesure de répondre comme nous le devrions à la crise de la faim en Afrique en particulier.

En plus d'augmenter l'aide canadienne, nous demandons particulièrement au Canada de mettre en place un fonds de contrepartie. Nous savons que les Canadiens ont été incroyablement généreux dans leur réponse à la crise ukrainienne, comme il se doit, mais nous n'avons pas vu cet élan de générosité ou même de conscience et de sensibilisation au fait que des centaines de milliers de personnes sont sur le point de mourir de faim dans des pays comme l'Éthiopie, la Somalie et le Kenya.

Le Canada peut mettre en place de toute urgence un fonds de contrepartie pour faire appel à la générosité des Canadiens. Comme le disait ma collègue Mme Lambert, ce n'est pas seulement une question de nourriture, mais aussi une question d'aide financière. Dans certaines collectivités, la nourriture est effectivement disponible, mais elle est hors de portée des gens en raison de son prix. Fournir une aide financière d'urgence aux familles pour qu'elles puissent s'alimenter sur les marchés locaux est incroyablement important. C'est tout aussi important que d'ouvrir les flux en provenance d'Ukraine et d'autres régions pour acheminer la nourriture vers les marchés locaux.

En définitive, la production alimentaire locale est la réponse à ce genre de crises alimentaires récurrentes. Il ne s'agit pas de flux mondiaux. Dans certaines régions d'Afrique, jusqu'à 70 % de la production est locale. Les gens comptent sur leur production familiale locale et leur ferme familiale locale. Si nous ne mettons pas d'argent dans les mains des gens pour qu'ils s'alimentent sur les marchés locaux, il y aura une détérioration accrue et une diminution de la sécurité alimentaire à long terme.

[Français]

M. Yves Perron: Je vous remercie beaucoup.

Je prends bien note que la production locale doit être stimulée aussi à long terme. Il ne faut pas nécessairement attendre d'être en situation de crise pour orienter les programmes d'aide vers le développement de la production locale.

Je reviens à la situation en Ukraine.

Nous avons demandé à plusieurs reprises d'avoir des vols nolisés, entre autres, pour transporter les réfugiés désirant venir au Canada. Nous avons réussi à obtenir quelques vols, mais cela est encore bien marginal.

Pensez-vous que cette initiative pourrait vous aider de manière importante?

Souhaitez-vous que nous poursuivions dans ce sens, c'est-à-dire que nous organisions d'autres vols nolisés pour essayer de réduire la pression sur le terrain?

• (1150)

Le président: Il reste 30 secondes.

Mme Brittany Lambert: Le Canada a certainement un rôle à jouer à cet égard. D'ailleurs, je félicite le gouvernement canadien pour les mesures qui ont été prises à ce jour.

Je pense que c'est une bonne chose d'aider ces personnes à venir ici. Elles pourraient se trouver du travail et gagner un revenu en attendant que la situation se règle en Ukraine.

Le président: Je vous remercie, madame Lambert.

Je vous remercie, monsieur Perron.

Monsieur MacGregor, vous avez la parole pour six minutes.

[Traduction]

M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NPD): Merci beaucoup, monsieur le président, et merci à nos témoins de se joindre à nous aujourd'hui.

J'aimerais commencer par Oxfam.

Madame Ravon, je parcourais le site Web d'Oxfam. Votre organisation a fait un travail formidable pour documenter les chiffres associés au financement humanitaire lié aux conditions météorologiques extrêmes. Rien qu'au cours des 20 dernières années, nous avons constaté une augmentation de 819 % des appels de fonds humanitaires liés à des conditions météorologiques extrêmes. Nous sommes passés de 1,6 milliard de dollars à 15,5 milliards de dollars au cours du dernier exercice. Votre organisation a également détaillé le fait que le coût économique des événements climatiques extrêmes pour la seule année 2021 a été estimé à environ 329 milliards de dollars.

Nous parlons beaucoup de l'inflation au Canada et j'ai toujours essayé de souligner les dangers des pressions inflationnistes dues au changement climatique. Je veux mettre cela dans le contexte de notre étude actuelle sur la sécurité alimentaire et des projections d'Oxfam pour l'avenir si nous ne commençons pas vraiment à aborder ce problème concrètement.

Pouvez-vous développer cela un peu plus, s'il vous plaît?

Mme Lauren Ravon: C'est une question fantastique. Je suis heureuse que vous ayez lu des renseignements sur le travail d'Oxfam. Je vous en remercie.

Selon notre analyse globale, nous ne serons plus dans un monde où le statu quo règne et où il y a, de temps en temps, des urgences

humanitaires. Nous entrons dans un monde où les crises sont constantes en raison des conflits, des déplacements et de l'urgence climatique à laquelle nous nous heurtons.

Il nous faut une nouvelle façon de travailler. S'appuyer sur le système d'aide humanitaire qui intervient — souvent trop tard — lorsqu'une crise est survenue ne fonctionnera plus. Il nous faut construire et viser la résilience locale. C'est dans ce sens que j'ai parlé du développement des marchés locaux.

Nous savons que la sécheresse va s'aggraver. Il sera de plus en plus difficile de produire de la nourriture dans bon nombre des pays que nous avons mentionnés, mais nous pouvons mettre au point une agriculture plus résiliente dans ces pays en travaillant sur l'infrastructure de l'eau, la diversification des cultures et différentes stratégies résilientes parce qu'en fin de compte, nous ne pouvons pas continuer à réagir tous les deux mois à une nouvelle crise alimentaire et à un nouvel échec agricole dans ce contexte.

Si vous prenez l'aide alimentaire du Canada, par exemple, nous ne fournissons en fait que la moitié de ce que nous faisons auparavant en raison de la hausse des prix. Si notre aide internationale et notre aide humanitaire sont à peu près stables, nous répondons de moins en moins aux besoins du monde.

La résilience face au changement climatique signifie que nous ne sommes plus dans un monde où Affaires mondiales Canada devrait financer et lancer des appels de développement et d'aide humanitaire à long terme séparément. Nous devons fusionner les deux et nous concentrer sur l'agriculture résiliente au climat, la participation des femmes aux marchés locaux, l'agriculture à petite échelle et l'investissement dans des solutions locales d'adaptation au climat. C'est un domaine qui est encore largement sous-financé. La communauté internationale s'est concentrée sur la réduction des émissions, ce qui est important, mais pour la plupart des communautés durement touchées aujourd'hui, elles sont déjà au cœur de l'urgence climatique. Il ne s'agit pas d'une situation lointaine à l'horizon. C'est aujourd'hui.

L'adaptation signifie aider les communautés locales à protéger le débit de leurs rivières, à se protéger de l'érosion, à se protéger de la sécheresse, à construire de nouvelles économies fondées sur les réalités...

M. Alistair MacGregor: Merci.

Je suis désolé de vous interrompre. Je veux poser quelques autres questions.

J'ai pris note du fait que vous souhaitez que le Canada s'engage à verser 600 millions de dollars lors du prochain sommet du G7. Je sais que c'est dans deux semaines. C'est un peu trop tôt pour que notre comité fasse des recommandations, mais nous l'avons maintenant dans le compte rendu public.

Oui, les agriculteurs de ces pays en développement subissent non seulement les pressions inflationnistes liées au coût d'une catastrophe climatique, mais aussi le coût de la perte de production et le coût de l'augmentation du prix des aliments qui en résulte en raison de la pénurie. Je vous remercie de nous avoir fourni ces informations.

Je veux passer, monsieur le président, à Mme Zaburanna.

• (1155)

Le président: Monsieur MacGregor, je suis désolé. Sa connexion a été coupée. Nous avons eu un certain nombre de problèmes. Notre équipe technique s'emploie à trouver le problème, mais malheureusement, pour l'instant, seule Oxfam est présente.

M. Alistair MacGregor: Je vais rester avec Oxfam...

Le président: Pas « malheureusement », mais pour l'instant, ce sont les seuls témoins que nous pouvons appeler.

M. Alistair MacGregor: Ce n'est pas un problème.

Ma question pour Mme Zaburanna allait porter sur l'histoire de la production alimentaire ukrainienne. Nous savons qu'elle a été utilisée comme arme de guerre. Nous savons que Joseph Staline l'a utilisée comme arme de guerre et a confisqué par la force les céréales ukrainiennes. Adolf Hitler et les nazis avaient les mêmes objectifs et les mêmes projets pour l'Ukraine afin de nourrir le futur Reich, et il semble maintenant que l'invasion russe aille dans le même sens.

Que pensez-vous de cela? La production alimentaire ukrainienne est un atout stratégique pour tant de gens dans le monde. Voulez-vous nous en dire un peu plus sur la façon dont nous, en tant que communauté mondiale, devons essayer de protéger cet atout pour garantir la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine et sa capacité d'agir sans agression future?

Mme Lauren Ravon: Je n'oserais pas parler de l'histoire russe à la place d'une collègue, mais ce que je peux dire, c'est que la nourriture est très politique. L'accès à la nourriture est politique. En ce moment où, comme je l'ai dit, 350 000 enfants somaliens sur le point de mourir de faim, nous constatons parallèlement que les milliardaires de l'alimentation dans le monde s'enrichissent. Sans que ce soit propre à l'Ukraine, en reconnaissant la dynamique du pouvoir ici, il y a de grandes entreprises agricoles et des monopoles qui augmentent leur richesse.

Des milliardaires ont augmenté leur richesse provenant de l'approvisionnement alimentaire pendant la pandémie, et parallèlement, des millions de personnes risquent de mourir de faim. Je ne pense donc pas que nous puissions voir les questions de famine d'un œil apolitique et ne pas prendre en compte les dynamiques géopolitiques ainsi que les dynamiques de notre marché et la manière dont la richesse est de plus en plus accumulée.

Comme je l'ai mentionné, les questions de la faim et de la pauvreté sont vraiment profondément liées aux inégalités, les inégalités à l'échelle locale, mais aussi les inégalités à l'échelle mondiale dans notre chaîne d'approvisionnement alimentaire.

Le président: Merci, madame Ravon et monsieur MacGregor.

Chers collègues, nous avons évidemment eu des retards. Nous avons la possibilité de prolonger la séance, mais je sais que de nombreux collègues ont des activités juste après celle-ci en préparation de la Chambre.

Nous allons donc procéder à une deuxième série. Je vais demander à M. Lehoux d'être un peu plus ferme. Nous aurons des tours d'environ quatre minutes afin de pouvoir faire de la place pour le prochain groupe de témoins.

À vous la parole, monsieur Lehoux.

[Français]

M. Richard Lehoux (Beauce, PCC): Je vous remercie, monsieur le président.

Sur le plan humanitaire, des organisations, comme Canada Food-grains Bank ou Oxfam, offrent des réponses à court terme lors de catastrophes.

L'organisation Oxfam Canada a-t-elle pris des mesures concrètes sur le terrain?

[Traduction]

Mme Brittany Lambert: Bien sûr. Je peux peut-être répondre à cette question.

Pour vous donner une idée du genre de choses que nous pourrions faire pour répondre aux crises alimentaires, nous fournissons de l'argent et des bons aux collectivités qui n'ont pas assez à manger. Elles peuvent les utiliser pour acheter des aliments essentiels et répondre à leurs besoins nutritionnels élémentaires. Nous fournissons également des intrants agricoles, comme des semences, des outils et de la formation concernant une production plus résistante au climat, afin que les agriculteurs soient mieux préparés à l'avenir et au climat du futur.

Dans de nombreux endroits, comme dans la Corne de l'Afrique, la crise de la faim est due à la sécheresse. Nous envoyons également de l'eau par camion aux collectivités isolées et nous fournissons de l'eau potable aux gens. Nous aidons également les gens avec leur bétail, car l'un des plus gros problèmes est que lorsqu'il n'y a pas assez à boire, le bétail meurt aussi, et c'est la nourriture des gens. Nous menons des campagnes de vaccination et de traitement du bétail, et nous aidons les personnes déplacées par les conflits, qui ont perdu leurs moyens de subsistance pour cette raison, en leur fournissant une protection, etc.

Cela vous donne une idée de certaines des choses que nous pouvons faire pour répondre sur de nombreux plans.

[Français]

M. Richard Lehoux: Je vous remercie.

Monsieur le président, je vais laisser la parole à mon collègue M. Epp.

• (1200)

[Traduction]

M. Dave Epp (Chatham-Kent—Leamington, PCC): Je remercie mon collègue.

Je sais que l'orientation parfois donnée par le gouvernement canadien aux ONG qui travaillent dans ce domaine a été quelque peu mitigée en ce qui concerne le développement à long terme. Je fais particulièrement référence au témoignage que nous avons entendu il y a quelques minutes.

Ayant travaillé avec d'autres ONG dans le domaine de l'alimentation, il y a toujours ce va-et-vient entre les réponses à court terme et le développement à plus long terme, comme vous le savez, entre donner un poisson, apprendre à pêcher et s'assurer que tout le monde a accès à l'étang pour pêcher.

Pouvez-vous nous dire quelle est l'orientation générale d'Affaires mondiales et de notre secteur du développement international, de notre gouvernement, en particulier en ce qui concerne la crise à court terme actuelle, mais aussi en ce qui concerne les solutions à plus long terme? Le mélange de financement et d'orientation est-il adéquat ou approprié?

Mme Lauren Ravon: Merci.

Je pense que la politique d'aide internationale féministe canadienne fournit la feuille de route dont nous avons besoin pour bien faire le développement et la réponse humanitaire, donc nous avons la bonne feuille de route en place. Le problème est que nous apprenons tous à faire du développement différemment. Nous parlons d'une approche différente qui consiste à fusionner ou à lier les initiatives de développement à la réponse d'urgence. C'est une chose que des organisations comme Oxfam et la Foodgrains Bank que vous avez mentionnée — et tous nos collègues de ce secteur — apprennent à gérer. C'est une nouvelle façon de travailler.

Je pense que notre principale préoccupation en ce moment, en ce qui concerne l'aide canadienne, est que nous voulons nous assurer que toute aide canadienne destinée à répondre à la crise en Ukraine s'ajoute à l'aide déjà prévue par le Canada pour le développement international et l'intervention humanitaire avant la guerre en Ukraine. C'est vraiment ce qui nous préoccupe. Nous sommes inquiets parce que nous constatons que certains gouvernements détournent vers l'Ukraine l'aide qui était destinée à d'autres pays en développement.

Nous constatons également que, malheureusement, la sensibilisation et la générosité du public ont été dirigées vers l'Ukraine, et qu'il est beaucoup plus difficile de collecter des fonds publics pour répondre à la crise alimentaire actuelle. C'est vraiment très inquiétant et c'est pourquoi je mentionne le Canada en parlant de la grande nécessité d'un fonds de contrepartie pour la crise alimentaire afin de fournir plus de ressources.

Le président: Merci, madame Ravon.

Merci, monsieur Epp. Nous n'avons plus de temps.

Nous allons donner la parole à M. Turnbull pour quatre minutes, puis nous terminerons avec nos collègues du Bloc et du NPD.

M. Ryan Turnbull (Whitby, Lib.): Merci, monsieur le président.

Merci à tous les témoins d'être ici aujourd'hui.

Monsieur Vauthier, j'ai un certain nombre de questions à vous poser. Je sais que, malheureusement, vous n'êtes pas en mesure d'y répondre. Je vais formuler ces questions, et si vous êtes en mesure d'y répondre par écrit, nous vous en serions reconnaissants.

En particulier, le plan d'intervention rapide de la FAO parle d'interventions visant à sauver la vie et les moyens de subsistance des plus vulnérables petits exploitants et agriculteurs de taille moyenne. J'ai cru comprendre que pour une alimentation diversifiée et nutritive, les petits exploitants en Ukraine représentent en fait une grande partie de cette alimentation. Je note qu'il s'agit d'un cinquième des céréales, de 85 % des légumes, de 83 % des fruits et de 99 % du miel, sans oublier la production de lait, d'œufs et d'un tiers de la production globale de viande.

Je voudrais vous demander quels genres d'investissements vous demandez ou dont vous avez besoin pour soutenir ces petits exploitants afin que l'Ukraine puisse redémarrer, comme vous l'avez dit, et soutenir ce régime alimentaire nutritif pour sa population? Je vous laisse répondre à cette question. Évidemment, vous ne pouvez pas répondre, mais je veux poser la question.

Je voudrais également poser une autre question concernant la facilité de financement des importations alimentaires, qui est, je pense, une autre proposition avancée par la FAO. Je vais peut-être poser cette question à Oxfam et Mme Ravon.

Comment cela fonctionne-t-il pour l'aide humanitaire? Si je comprends bien, la facilité de financement des importations alimentaires est un moyen de cibler l'augmentation de ces importations et le coût des intrants et d'aider réellement les pays qui sont des importateurs nets de produits alimentaires, mais c'est une approche différente. De toute évidence, il s'agit d'une facilité de financement. Elle ne répondra peut-être pas aux besoins les plus immédiats — je n'en suis pas sûr —, mais comment fonctionne l'approche d'Oxfam et la demande d'aide humanitaire?

Je ne suis pas sûr que quelqu'un veuille répondre.

Madame Lambert, je vois que vous avez activé votre micro, alors allez-y.

Mme Brittany Lambert: Je pense qu'il nous faudrait en examiner les mécanismes pour vous donner une réponse détaillée, mais il est certain que nous voulons voir de l'aide humanitaire tout de suite, mais à Oxfam, nous reconnaissons aussi qu'idéalement, nous voulons un monde où il y a des solutions plus structurelles, où nous ne dépendrons pas de l'aide humanitaire. Ce mécanisme de financement de l'importation d'aliments pourrait peut-être aller dans ce sens, mais il me faudrait faire des recherches plus détaillées pour vous donner une réponse complète.

• (1205)

M. Ryan Turnbull: Je vous remercie.

Je soulignerais simplement que dans les notes que Maximo nous a fournies, nous lisons que les pays admissibles s'engageraient à « accroître les investissements dans les systèmes agroalimentaires, renforçant ainsi la résilience pour assurer l'avenir ». J'ai été très heureux de le voir dans ces notes et je serais heureux d'obtenir des renseignements supplémentaires à ce sujet.

Enfin, monsieur Vauthier, je vais aussi vous poser la question. Vous pourrez peut-être répondre par écrit. Je me demande où en sont les 115,4 millions de dollars américains demandés par la FAO pour la mise en œuvre de son plan d'intervention rapide et combien la FAO a obtenu et combien il lui manque. Nous avons entendu la demande d'Oxfam pour l'aide humanitaire, un chiffre assez considérable, 600 millions de dollars, mais je veux aussi vérifier comment la FAO s'en sort avec sa collecte de fonds pour mettre en œuvre ce plan d'intervention rapide.

Merci beaucoup, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Turnbull. Vous avez terminé juste à temps.

Nous passons à M. Perron.

[Français]

Monsieur Perron, vous avez la parole pour deux minutes.

M. Yves Perron: Ma prochaine question s'adresse aux représentantes d'Oxfam Canada.

Quelle est votre opinion sur la question du vol des grains ainsi que sur le fait que l'armée russe s'empare des ressources et les ramène en Russie?

Avez-vous observé ce phénomène sur le terrain et avez-vous des données à ce sujet?

Qu'est-ce que les pays occidentaux pourraient faire pour tenter de limiter cela? Pourraient-ils revenir ultérieurement sur place et quantifier les ressources ainsi dérobées en Ukraine?

Mme Lauren Ravon: Je déteste de devoir vous décevoir. Je n'ai malheureusement pas une bonne réponse à cette question. Nous ne faisons pas de recherches sur le terrain en Ukraine pour ce qui est du vol de grains. Toutes nos interventions se font aux frontières et dans les pays avoisinants. Nous nous occupons surtout de la protection et de l'assistance aux familles et aux enfants dans les populations déplacées.

M. Yves Perron: Nous avons entendu dire que beaucoup de personnes déplacées se dirigeaient vers les pays limitrophes.

Y a-t-il aussi beaucoup de personnes qui se déplacent vers les autres régions de l'Ukraine qui sont moins attaquées?

L'aide apportée est-elle répartie assez équitablement partout? Y a-t-il des problèmes importants en matière de logistique et de distribution?

Mme Lauren Ravon: Il y a certainement des problèmes en matière de logistique et de distribution. Comme dans tous les conflits, ce sont les personnes déplacées à l'intérieur même de leur pays qui sont souvent les moins bien servies. Une fois que les gens traversent une frontière, ils sont pris en charge par le système international de protection et d'assistance aux réfugiés. En revanche, on oublie souvent les gens qui se déplacent à l'intérieur du pays, et l'accès est moins facile à cause des conflits.

Je ne peux donc pas vous donner de renseignements précis sur ce qui se passe dans les régions de l'Ukraine. Cependant, il est évident que l'accès aux denrées alimentaires, aux services de protection et aux mesures de lutte contre la violence faite aux femmes est moins facile en ce moment à l'intérieur de l'Ukraine que dans les pays avoisinants.

Le président: Je vous remercie, madame Ravon et monsieur Perron.

Monsieur MacGregor, vous avez la parole pour deux minutes.

[Traduction]

M. Alistair MacGregor: Merci, monsieur le président.

Pour les représentantes d'Oxfam, dans des interventions précédentes, vous avez dit que le fonctionnement de notre agriculture comporte certaines inégalités structurelles. En ce qui concerne des pays comme le Kenya, la Somalie, le Soudan du Sud et l'Éthiopie, qui ont été si dépendants des importations d'aliments, vous dites que les signaux d'alerte étaient visibles en 2020. Bien sûr, la guerre en Ukraine a exacerbé la crise.

Pouvez-vous nous en dire un peu plus sur les inégalités structurelles? Est-ce le fait que leur agriculture locale n'a pas été en mesure de concurrencer les pays exportateurs? Pouvez-vous développer un peu cette réponse pour nous, s'il vous plaît?

Mme Lauren Ravon: Il y a l'enjeu des forces du marché mondial qui font en sorte qu'il est difficile d'avoir une économie agricole forte, locale et dynamique dans n'importe quel pays. Pendant la pandémie, nous en avons même parlé ici au Canada, au Québec, de la production agricole locale et de la nécessité de ne pas dépendre autant des importations.

Dans les pays pauvres, c'est très différent. Si vous avez une économie forte, vous avez des réserves de liquidités et la force économique pour importer au cours d'un mois donné de l'année, alors que dans les pays pauvres, vous êtes trop vulnérables aux augmentations de prix et à la dynamique du marché, comme celles que nous connaissons.

Dans cette région, nous avons constaté un sous-investissement dans les économies rurales, dans la capacité des habitants des collectivités rurales à gagner leur vie dans la région. Cela implique l'accès à l'infrastructure: aux routes et aux infrastructures d'approvisionnement en eau ainsi qu'aux services sociaux. Vous ne pouvez pas avoir une économie agricole dynamique si vous n'investissez pas aussi dans des choses comme les écoles et les garderies. Les femmes, qui constituent la grande majorité de la main-d'œuvre agricole dans certaines régions, ne peuvent pas créer de petites entreprises agricoles productives si personne ne s'occupe de leurs enfants, si elles passent tout leur temps à aller chercher de l'eau ou si elles n'ont aucun moyen de laisser leurs enfants pour aller au marché.

Il faut aussi reconnaître que nous avons besoin d'investissements dans les économies rurales dans leur ensemble qui tiennent compte de la dynamique des genres, des changements climatiques, des responsabilités des femmes à l'égard des soins afin que ces économies soient adaptées à l'avenir, alors que nous avons beaucoup de femmes et d'enfants qui sont laissés pour compte dans ces régions rurales parce qu'ils n'ont pas les services nécessaires pour survivre.

• (1210)

Le président: Merci, madame Ravon et monsieur MacGregor.

Chers collègues, cela met fin à notre premier groupe de discussion. Je suis désolé, car je sais qu'il y a eu plusieurs problèmes techniques.

J'aimerais remercier les gens d'Oxfam, la députée Zaburanna — nous ne savons pas ce qui est arrivé à sa connexion, alors nous espérons que tout va bien pour elle — et M. Vauthier. J'ai vu que vous auriez aimé intervenir à plusieurs reprises.

Je vous invite à répondre aux questions de M. Turnbull. Nous pouvons certainement veiller à vous fournir ces questions par écrit. Je sais que nous vous avons tous collectivement entendu de façon informelle dans le cadre de l'entretien avec le directeur général adjoint Bechdol l'autre jour. Ces renseignements ont été très utiles et si vous souhaitez nous soumettre quelques pages par écrit, nous en serions ravis. Je suis sûr que ce serait très utile.

Monsieur Turnbull, vous avez la parole.

M. Ryan Turnbull: Très brièvement, je me demande si la FAO pourrait déposer son plan d'intervention rapide auprès du Comité. Je ne sais pas si cela a déjà été fait, mais comme M. Barlow et d'autres, dont moi-même, y ont fait référence, je pense qu'il serait utile de l'avoir au dossier pour que nous puissions en tenir compte.

Le président: Tout à fait. Je n'y vois pas d'inconvénient. Monsieur Vauthier, cela peut accompagner tout autre élément que vous voudriez fournir comme contexte sur le terrain. Vous avez été très utile en préparant le terrain pour nous, tout comme la députée Zaburanna et d'autres témoins.

Merci à nos témoins.

Chers collègues, dans deux minutes, nous allons faire la transition.

Un mot avant de partir, je vous rappelle que la sonnerie est attendue à 12 h 30. Je suppose que vous êtes d'accord de poursuivre avec notre prochain groupe de témoins jusqu'au dernier moment avant cette échéance.

• (1210) _____ (Pause) _____

• (1220)

Le président: Mesdames et messieurs, voici le deuxième groupe. Je sais que nous avons éprouvé plusieurs problèmes techniques, mais nous sommes très chanceux d'accueillir trois témoins différents aujourd'hui. Nous avons Robert Saik, agronome et consultant certifié en agriculture; Jean-Marc Ruest, le premier vice-président aux affaires commerciales et avocat général de Richardson International Limitée; et Clyde Graham, vice-président exécutif de Fertilisants Canada — je sais qu'il s'emploie à régler des problèmes techniques. Il est accompagné de Catherine King, la vice-présidente aux communications et aux relations avec les intervenants.

Monsieur Ruest, de Richardson International, je vais commencer par vous. Vous disposez de cinq minutes pour votre déclaration liminaire.

[Français]

M. Jean-Marc Ruest (premier vice-président, Affaires commerciales et avocat général, Richardson International Limitée): Bonjour, monsieur le président et membres du Comité.

Je m'appelle Jean-Marc Ruest. Je suis le premier vice-président des affaires commerciales et avocat général chez Richardson International Limitée. Je vous remercie sincèrement de m'avoir invité à comparaître devant vous aujourd'hui.

[Traduction]

Je suis très honoré d'avoir l'occasion de comparaître devant vous. Je suis Jean-Marc Ruest, et comme vous le savez, je suis le premier vice-président des affaires commerciales et avocat général pour Richardson International Limitée.

Richardson International est le principal manutentionnaire, exportateur et transformateur de céréales et d'oléagineux du Canada. Avec un réseau de silos à grains et d'installations de vente de semences situés dans les Prairies canadiennes et des terminaux portuaires à Vancouver, Prince Rupert, Thunder Bay, Hamilton et Sorel, nous manipulons de 14 à 16 millions de tonnes métriques de grains et d'oléagineux par an et exportons vers plus de 50 pays dans le monde. Fiers de notre siège social à Winnipeg, nous sommes actifs dans l'agriculture et le commerce international de céréales depuis 1857. En tant qu'entreprise, avec nos partenaires producteurs canadiens, nous avons été témoins et nous avons traversé des guerres mondiales, la Grande Dépression et de nombreux conflits importants qui ont eu lieu au cours des 165 dernières années.

Lorsque nous nous penchons sur les préoccupations actuelles relatives à la sécurité alimentaire mondiale et sur la façon de les régler, il est important de souligner que la suffisance et l'accessibilité des aliments sont des enjeux qui sont antérieurs à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Bien que leur incidence ait certainement été exacerbée par le conflit actuel, il serait malavisé de considérer la situation comme une situation temporaire qui se résoudra d'elle-même lorsque, espérons-le, la paix sera rétablie.

Par conséquent, lorsque nous examinons ce que le Canada devrait faire pour lutter contre l'insécurité alimentaire mondiale, nous pensons qu'il devrait le faire dans une optique de politique fondamentale à long terme plutôt que de se limiter à une approche de secours d'urgence.

[Français]

Le Canada se trouve dans une position très privilégiée: nous produisons beaucoup plus de produits agricoles que nous n'en consommons, et nous sommes en mesure d'exporter la production excédentaire vers des pays qui sont incapables de répondre à leurs besoins de consommation. Nous avons développé une réputation mondiale en tant que fournisseur fiable de produits agricoles de haute qualité. Cet avantage a créé des retombées économiques importantes pour le Canada et il est régulièrement considéré comme étant un moyen certain d'accélérer la croissance économique canadienne.

[Traduction]

Lorsque nous réfléchissons à ce que le Canada devrait faire pour contrer l'insécurité alimentaire mondiale, la réponse simple devrait être de produire autant que nous le pouvons et d'exporter autant que nous le pouvons aussi rapidement que nous le pouvons. Cela permettrait non seulement de combler un besoin mondial urgent, mais ce serait aussi bénéfique pour l'économie canadienne. Toutefois, aussi bénéfique que soit cette stratégie, nous avons eu du mal à adopter les politiques nécessaires pour transformer ces intentions en action. En fait, je dirais que dans de nombreux cas, des politiques contraires à l'objectif sont mises en œuvre.

Pour produire autant que nous le pouvons, nous devons favoriser la mise au point et l'adoption de technologies qui augmentent la production grâce à un régime de réglementation fondé sur la science plutôt que sur des préférences sociopolitiques. Malheureusement, la primauté de la science dans la réglementation de l'agriculture, et plus particulièrement en ce qui concerne la création, l'homologation et l'utilisation de semences, d'engrais et de pesticides — tous les outils essentiels à la capacité d'un agriculteur d'augmenter sa production — est menacée.

Des politiques telles que la stratégie « de la fourche à la fourchette » de l'Union européenne réduiront considérablement la production et augmenteront le coût des céréales et des oléagineux, ce qui ne fera qu'aggraver les problèmes de sécurité alimentaire dans le monde. Le Canada et les autres pays sur lesquels le monde compte pour combler ses besoins d'approvisionnement alimentaire doivent s'engager de façon immédiate et indéfectible à faire de la science le fondement de la production agricole, de la réglementation et du commerce international.

Nous devons aussi veiller à ce que les céréales et les oléagineux produits au Canada puissent être acheminés par rail et par les ports canadiens en temps opportun afin d'approvisionner de façon fiable nos clients internationaux. Malheureusement, les défis que nous avons dû relever au cours des dernières années sont bien connus. Le service ferroviaire a été un problème constant, exacerbé par les inondations, les incendies, les blocages et les conflits de travail. Nous avons tous été témoins de la façon dont chacun de ces facteurs peut effectivement paralyser la chaîne d'approvisionnement canadienne, y compris les exportations de céréales et d'oléagineux, pendant une longue période. Notre capacité à exploiter efficacement les terminaux et à charger les navires dans des ports clés comme Vancouver est également menacée pour un certain nombre de raisons, dont l'insuffisance de l'infrastructure.

La question à poser est donc la suivante: si nous avons du mal à transporter ce que nous produisons actuellement dans une période où le monde a désespérément besoin de nos produits, comment pouvons-nous espérer approvisionner davantage le monde à l'avenir?

• (1225)

Une part importante de la réponse dépend de notre engagement collectif à nous attaquer de front à ces défis en combinant des réformes de la réglementation et l'augmentation des capacités, en limitant les perturbations, surtout celles qui ne sont pas causées par des catastrophes naturelles, et en investissant dans les infrastructures essentielles.

[Français]

Je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de vous faire part de mes commentaires.

Cela me fera plaisir de répondre à vos questions.

[Traduction]

Je vous remercie beaucoup. J'ai hâte de répondre à vos questions.

[Français]

Le président: Je vous remercie beaucoup, monsieur Ruest.

Monsieur Saik, vous avez maintenant la parole.

Veillez vous assurer que votre microphone demeure dans la même position que lors des essais techniques.

[Traduction]

C'est à votre tour, mon cher.

M. Robert Saik (agronome et consultant certifié en agriculture, à titre personnel): Bonjour à tous.

Je m'appelle Robert Saik. Je vous parviens de San Sebastián, en Espagne. Je fais écho aux commentaires de mon collègue de Richardson.

Je m'exprime ici en Espagne sur la résilience de l'agriculture à l'échelle mondiale. Ma formation est celle d'un agronome professionnel. J'ai écrit deux livres sur la production alimentaire et l'intégration des technologies. Mon héritage est 100 % ukrainien. Mes deux grands-parents ont émigré d'Ukraine. Je suis activement sur le terrain en Ukraine, en ce moment même. J'ai joué un rôle dans l'acheminement de fournitures aux gens sur le terrain en Ukraine.

Ce qui me préoccupe du point de vue de la résilience canadienne, c'est que l'idéologie motive trop souvent les objectifs en matière d'agriculture. On a déjà évoqué ici la politique « de la ferme à l'assiette ». Les objectifs de l'UE dans le cadre de cette politique sont une réduction de 50 % des pesticides et de 50 % des antibiotiques pour les animaux et d'une cible de 25 % de production biologique des aliments dans l'Union européenne.

Tout le monde sait, et ce n'est pas sorcier, que la production biologique réduit le rendement et qu'il faut donc consacrer davantage de terres à la production. Nous devons être très prudents lorsque l'idéologie guide la politique agricole. Les décisions en matière d'agriculture devraient être fondées sur les résultats. Il n'y a pas meilleur exemple de mauvaise politique dans l'actualité que le Sri Lanka. La politique du Sri Lanka d'adopter l'agriculture biologique pour 100 % de sa production en avril dernier a été un désastre. C'est le premier domino qui a poussé ce pays à la ruine politique et financière.

Nous avons besoin au Canada à l'heure actuelle d'une collaboration étroite avec ces décideurs pour comprendre que l'agriculture doit être basée sur les résultats et que les clés de la durabilité en agriculture sont la santé des sols — nous devons donc nous concen-

trer sur la santé des sols — l'efficacité de l'utilisation de l'eau et l'équilibre des gaz à effet de serre.

Lorsque je parle d'« équilibre » en matière de gaz à effet de serre, il ne s'agit pas d'une réduction générale de 30 % des engrais azotés dans tout le Canada. Ce n'est pas la solution. Il s'agit plutôt d'une reconnaissance par les décideurs des technologies adoptées par les producteurs agricoles au Canada, notamment les engrais azotés à libération lente. L'application d'engrais à taux variables, l'application fractionnée d'engrais et l'analyse du sol, toutes les sciences qui font que les agriculteurs canadiens sont parmi les plus efficaces au monde, même si nous pouvons encore nous améliorer, mais l'efficacité de notre utilisation de l'azote au Canada est parmi les plus élevés au monde.

Nous devons produire davantage. Le monde a besoin de plus de Canada. Il a besoin de plus de canola. Il a besoin de plus de blé. Je pense que nous venons d'être bénis par une bonne décision reconnaissant que le génie génétique, ou l'édition de gènes a des fondements scientifiques solides. Il faut le propager plus rapidement dans le monde.

Je vais m'arrêter là. J'attends avec impatience les questions du Comité sur la production alimentaire agricole et la résilience des agriculteurs canadiens.

• (1230)

Le président: Merci beaucoup, monsieur Saik.

Je comprends que nous avons des problèmes avec le casque de M. Graham, mais que vous êtes en mesure de prendre la parole, madame King. Nous passons à Fertilisants Canada pour au plus cinq minutes.

Mme Catherine King (vice-présidente, Communications et relations avec les parties prenantes, Fertilisants Canada): Bonjour. Merci de nous accueillir.

Le Canada possède un secteur agricole fort et diversifié et les engrais constituent le fondement de ce secteur. Fertilisants Canada est une association industrielle qui représente les fabricants, les grossistes et les distributeurs au détail d'engrais azotés, phosphatés, sulfurés et potassiques. Ces produits fertilisants sont utilisés dans la production de cultures agricoles qui contribuent à nourrir le monde. En termes simples, ils nourrissent les végétaux.

Au Canada, le secteur des engrais contribue annuellement à l'économie pour plus de 23 milliards de dollars et au PIB pour plus de 12 milliards de dollars. Plus de 76 000 personnes sont employées, directement ou indirectement, par le secteur. Les agriculteurs canadiens ne sont pas les seuls à compter sur nos engrais: 12 % de l'approvisionnement mondial en engrais provient du Canada. En tant que secteur exportateur majeur, nous fournissons des produits fertilisants à plus de 75 pays.

On estime que la population mondiale augmentera de deux milliards de personnes d'ici 2050. La production agricole mondiale devra augmenter de 60 à 70 % pour nourrir toutes ces personnes. Cela sera impossible sans engrais. Des rendements plus élevés seront nécessaires pour répondre à la demande mondiale croissante de cultures canadiennes, comme l'illustre la cible de 75 milliards de dollars d'exportations agroalimentaires d'ici 2025 fixée par le gouvernement fédéral. Les bouleversements géopolitiques dans le monde, dont le plus récent est la guerre en Ukraine, ajoutent à la pression sur l'approvisionnement alimentaire. En réaction aux répercussions de la guerre sur l'approvisionnement en potasse en provenance de la Russie, nos entreprises membres du secteur de la potasse ont augmenté leur production, ajoutant des millions de tonnes à l'approvisionnement mondial.

Nous ne sommes pas seulement des experts en produits fertilisants, mais aussi en innovation, en connaissances et en pratiques exemplaires en matière d'utilisation des engrais. Le programme de gestion des nutriments 4R est une innovation canadienne et, depuis plus de 10 ans, nous travaillons avec les agriculteurs, l'industrie, le milieu de la recherche, les gouvernements et les groupes de conservation pour mettre en œuvre ces pratiques exemplaires de gestion afin d'optimiser l'absorption des nutriments et la production des cultures tout en réduisant les coûts environnementaux.

Nous avons travaillé d'arrache-pied pour devenir la norme mondiale, notamment en nous associant à la Co-operative Development Foundation of Canada pour mettre en œuvre le projet de solution 4R en Afrique au cours des trois dernières années. L'idée est simple: appliquez la bonne source de nutriments au bon moment et au bon endroit, et vous obtiendrez les meilleurs résultats. Les pratiques de gestion des engrais doivent équilibrer les dimensions économique, sociale et environnementale de la durabilité. Pour ce faire, il faut un environnement réglementaire équitable et prévisible qui soutient des programmes comme 4R ainsi que l'innovation continue dans le secteur.

Les engrais sont un élément essentiel pour assurer la sécurité alimentaire au pays et dans le monde. Pour que le secteur canadien des engrais continue à jouer un rôle central dans la sécurité alimentaire, nous demandons au gouvernement de continuer à renforcer sa collaboration avec le secteur. Travailler de concert est la meilleure façon de réaliser nos objectifs mutuels. Nous demandons aussi de l'aide pour faire connaître le programme des 4R et en accroître l'adoption afin d'aider les agriculteurs à optimiser leurs apports d'engrais pour obtenir des cultures fortes et saines et atténuer leurs effets sur l'environnement.

Notre secteur a travaillé d'arrache-pied pour garantir que les agriculteurs et les cultivateurs disposent de l'apport critique d'engrais pour leurs cultures. Nous avons besoin d'un environnement réglementaire pratique, cohérent et prévisible afin que nos membres puissent faire des plans et des investissements à long terme. Le Canada doit être perçu comme un partenaire commercial fiable et le gouvernement doit collaborer avec le secteur pour veiller à ce qu'il n'y ait pas de perturbations dans la chaîne d'approvisionnement, afin que nos produits puissent parvenir à nos clients agriculteurs, qui peuvent produire des cultures saines et vigoureuses pour nourrir le monde.

Je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de vous présenter cet exposé et du temps que vous m'avez consacré.

• (1235)

Le président: Merci, madame King.

Chers collègues, je sais qu'il y aura une sonnerie d'appel. D'après mes calculs, il nous reste environ 25 minutes et 30 secondes, ce qui signifie que nous aurons une série de questions de six minutes. Utilisez votre temps à bon escient.

Monsieur Epp, je vais commencer par vous. Si vous souhaitez partager votre temps, ce sera votre prérogative.

M. Dave Epp: Merci, monsieur le président. Oui, je vais le partager avec M. Falk.

Merci pour les excellents témoignages.

J'aimerais commencer par M. Saik. Je partage votre héritage. Mes grands-parents sont nés en Ukraine, eux aussi. J'aimerais commencer par vous.

En réaction à la hausse des prix des récoltes de 2007-2008 dans le monde entier, il y a eu un débat sur l'opposition entre la nourriture ou le carburant. À votre avis, si nous utilisons les technologies appropriées jusqu'à leur limite, est-ce un faux-fuyant, étant donné l'insécurité alimentaire que nous connaissons dans une partie du monde aujourd'hui? Dans l'Ouest canadien, nous cultivons du blé et le monde réclame plus de blé. Nous cultivons aussi des quantités croissantes de canola pour le carburant et l'huile. Pouvez-vous faire un commentaire à ce sujet?

Je vais aussi demander à M. Ruest de poursuivre.

Le président: Votre sourdine est activée, monsieur Saik. Allez-y.

M. Robert Saik: Il y a toujours un compromis à faire en agriculture et, au bout du compte, cela revient aux signaux que le marché envoie aux agriculteurs. Le blé roux de printemps Canada Prairies, par exemple, est surtout utilisé pour la production d'éthanol, par opposition au blé de force roux de printemps, qui est surtout utilisé pour la consommation humaine. Si nous voulons avoir un niveau plus élevé de consommation humaine, je pense que le marché peut envoyer des signaux assez clairs. Si la politique veut que nous ayons plus de biocarburants et que, par conséquent, nous devions produire plus de récoltes pour le secteur des biocarburants, c'est certainement un signal que la politique officielle envoie aux agriculteurs.

Je pense qu'il y a ici un équilibre entre les signaux du marché mondial qui recherchent de la nourriture et un autre signal qui provient de la politique générée par les initiatives climatiques.

Je vais m'arrêter là.

M. Dave Epp: Monsieur Ruest, avez-vous des commentaires?

M. Jean-Marc Ruest: Je suis d'accord. Je pense que la demande de céréales et d'oléagineux pour servir de carburant ajoute évidemment une nouvelle source de consommation, et cela ne peut qu'avoir un effet sur le prix, donc le marché va déterminer la direction à prendre. L'alimentation devrait gagner. Les gens ont besoin de manger. Il y aurait donc naturellement une augmentation... Si la production n'augmente pas et que vous ajoutez la demande de consommation, alors le prix va augmenter. La solution est d'augmenter la production. Cela va dans le sens de ce que M. Saik disait, je crois, à savoir que vous...

M. Dave Epp: Je vous remercie. J'aimerais poser une autre question, si possible.

Pour Fertilisants Canada, y a-t-il un risque pour la structure de nos échanges internationaux si nous nous efforçons d'être plus auto-suffisants? Je pense particulièrement au phosphore parce que nous devrions avoir les capacités pour l'azote et le potassium. Avez-vous des commentaires à faire?

Mme Catherine King: Je sais que M. Graham est ici, mais je ne pense pas qu'il puisse répondre.

Pour ce qui est du phosphore, nous importons tout notre phosphore principalement des États-Unis, mais aussi du Maroc.

• (1240)

M. Dave Epp: Je vous remercie.

Allez-y, monsieur Falk.

M. Ted Falk (Provencher, PCC): Merci, monsieur Epp.

Merci à tous nos témoins.

Messieurs Saik et Epp, comme vous, mes quatre grands-parents viennent aussi d'Ukraine, du sud de l'Ukraine.

Je voudrais adresser mes questions à M. Ruest.

Monsieur Ruest, Richardson a des actifs dans ma circonscription, notamment une ferme de recherche à Glenlea, et vous y faites une somme énorme d'excellents travaux.

Vous avez mentionné deux choses dans votre exposé.

La première chose, c'est qu'il faut modifier les politiques pour favoriser la croissance de l'agriculture et l'augmentation des rendements. Vous avez dit aussi qu'en matière de production alimentaire, nous devons croître aussi rapidement et aussi tôt que possible.

Vous avez parlé des obstacles inhérents aux politiques en vigueur au Canada, mais vous avez aussi parlé des infrastructures. Où se situe le goulot d'étranglement dans nos infrastructures et où devrions-nous donner la priorité aux investissements, ainsi qu'aux politiques...? Pourriez-vous aborder ces deux points?

M. Jean-Marc Ruest: Permettez-moi de commencer par l'infrastructure et les goulots d'étranglement. Encore une fois, les problèmes ferroviaires que nous avons connus au cours des dernières années sont chroniques. Il y a un problème de capacité dans le service ferroviaire. En ce qui concerne cette capacité, lorsque nous sommes confrontés à des événements comme des feux de forêt, des glissements de terrain, etc., ces limitations enrayent littéralement le système pendant des semaines ou des mois, avec une capacité très limitée de reprise rapide. Je pense qu'il y a un élément de redondance pour la capacité excédentaire, pour la capacité de pointe qui est nécessaire lorsque nous éprouvons ce genre de problèmes.

Nous considérons aussi le port de Vancouver comme un port essentiel pour les exportations et nous constatons une augmentation du trafic qui passe par le port, ce qui est une bonne chose. C'est le signe d'une économie saine, avec des produits qui doivent être exportés et que nous souhaitons exporter, mais nous n'avons tout simplement pas l'infrastructure pour le faire. Le pont Second Narrows n'est pas équipé pour permettre le passage du nombre de wagons qui doivent transiter pour être chargés sur des navires. Le passage Thornton doit être élargi.

Nous devons accepter le fait qu'un nombre croissant de navires entreront au port de Vancouver et en sortiront. Plutôt que de poursuivre des politiques qui semblent vouloir limiter le nombre de na-

vires qui entrent ou sortent, nous devons faciliter leur entrée et leur sortie.

M. Ted Falk: Par ailleurs, en ce qui concerne certaines politiques du Canada qui, selon vous, nuisent à l'agriculture...?

M. Jean-Marc Ruest: Je pense que certaines d'entre elles ont été abordées: des choses comme une réduction générale de 25 % de l'utilisation des engrais. Si l'on ne fait pas le lien avec ce que cela signifie pour la production agricole, si l'on ne fait pas le lien et si l'on ne comprend pas quel est le but ou l'objectif, qui est louable, à savoir être sensible à l'environnement et durable, mais si l'on ne s'assure pas que cela s'harmonise avec...

Le président: Je suis désolé. Nous allons devoir nous arrêter là, messieurs. Cela fait six minutes, et notre horaire est serré.

Monsieur Drouin, à vous la parole.

[Français]

M. Francis Drouin (Glengarry—Prescott—Russell, Lib.): Je vous remercie, monsieur le président.

J'aimerais rectifier un point soulevé par M. Ruest.

Nous ne demandons pas une réduction absolue des fertilisants au Canada, mais plutôt une réduction des émissions attribuables à l'usage de fertilisants. Il y a concrètement une différence. Il existe certaines stratégies que nous pourrions d'ailleurs appliquer dans le secteur de l'agriculture. Par exemple, les représentants de Fertilisants Canada ont parlé plus tôt de la gestion des nutriments 4 B. J'estime qu'il faut être précis quant au choix des mots que l'on emploie.

Monsieur Ruest, j'ai proposé d'inviter des représentants de Richardson International parce que je crois que votre entreprise joue un rôle majeur pour ce qui est de l'exportation du canola. Le Canada joue aussi un rôle majeur, car ses exportations de canola représentent 40 % des exportations dans le monde entier. On parle souvent de l'huile de cuisson. Il a été un peu question des forces du marché, mais, évidemment, vous travaillez avec des agriculteurs qui vous fournissent le canola.

Comment voyez-vous la question de l'huile de cuisson? Quel est le rôle que le Canada peut jouer, surtout en ce qui a trait au canola?

M. Jean-Marc Ruest: L'un des avantages du canola, c'est que son huile est reconnue comme ayant des propriétés nutritives très importantes. C'est un grand avantage. Je dirai aussi que, dans une grande mesure, cette huile est produite de façon responsable sur le plan de l'environnement. Nous avons comparé notre système de production relatif à l'huile de canola avec celui ayant trait à certaines autres huiles de cuisson, comme l'huile de palme, et nous avons constaté que notre système de production était beaucoup plus écologique.

Le canola ne croît pas nécessairement bien dans tous les environnements et sous tous les climats. Or, la culture de canola se porte très bien au Canada, ce qui nous procure un avantage quant à la capacité de production.

Nous avons fait de très bons investissements dans le développement de la culture de canola, et nous disposons d'une bonne infrastructure. Cela nous permet de nous démarquer par rapport à nos concurrents mondiaux. Cette situation est de très bon augure pour le Canada.

• (1245)

M. Francis Drouin: Vous avez parlé avec mes collègues de l'infrastructure nécessaire au développement agricole. La vulnérabilité des infrastructures est manifeste lorsqu'il y a des inondations comme celles que la Colombie-Britannique a subies.

Recommandez-vous au Comité d'augmenter les investissements publics dans les infrastructures liées aux activités d'exportation et dans les initiatives visant à améliorer l'accès aux chemins de fer?

M. Jean-Marc Ruest: Oui, nous le recommandons certainement. Il faut prendre conscience de l'importance d'avoir une infrastructure qui non seulement satisfait nos besoins présents, mais qui permettra aussi de saisir les occasions qui se présenteront à l'avenir. Ce sont de très gros projets, et ils ne se réalisent pas du jour au lendemain. Cela prend plusieurs années pour les mener à terme, voire des décennies. Il faut donc s'y mettre immédiatement.

M. Francis Drouin: Si je ne me trompe pas, votre entreprise fait des investissements depuis cinq à dix ans dans vos installations terminales.

Est-ce exact?

M. Jean-Marc Ruest: Oui, cela est exact.

Nous avons presque doublé leur capacité il y a environ sept ans. En effet, plusieurs de nos concurrents, qui ont aussi des élévateurs à grains dans leurs installations portuaires à Vancouver, ont fait la même chose. L'industrie a fait de grands investissements en matière d'infrastructure.

M. Francis Drouin: Vous êtes prêts à accueillir plusieurs trains dans vos installations, mais le trafic est trop élevé à certains endroits pour accueillir cette augmentation, selon ce que je comprends.

Cela est-il exact?

M. Jean-Marc Ruest: Notre élévateur à grains dans nos installations portuaires situées à Vancouver serait en mesure de recevoir deux fois plus de grains expédiés par wagon que nous en recevons présentement. Nous avons une grande capacité qui n'est pas utilisée.

M. Francis Drouin: Je vous remercie beaucoup.

[Traduction]

Ma prochaine question s'adresse à Mme King.

Nous savons que les engrais jouent un rôle important dans la production d'aliments. De toute évidence, la Russie et le Bélarus sont désormais exclus du marché. En prévision de la saison prochaine, vos membres réajustent-ils leurs chaînes d'approvisionnement? Sans en nommer aucun, avez-vous eu ces conversations avec certains de vos membres?

Mme Catherine King: Je pense que des conversations se poursuivent sur l'offre et la demande du point de vue de nos membres. Je sais que pour la potasse, nos membres ont fait une annonce sur l'augmentation de la production. C'est du côté de la production seulement.

Malheureusement, ce n'est pas comme appuyer sur un bouton. Il y a beaucoup de complexité, alors ils vont faire ce qu'ils peuvent pour répondre à la demande. À part ces annonces, nous n'avons pas eu de conversations approfondies avec eux sur les perspectives du marché pour 2023.

M. Francis Drouin: Nous savons que la disponibilité de certains engrais varie entre l'Ouest et l'Est. Dans l'Est, il nous manque beaucoup d'azote. Avez-vous des conversations avec certains de vos membres au sujet de...? Nous sommes bons en matière de transport et le coût est évidemment un facteur important, mais pour vos membres, le transport d'ouest en est-il faisable ou non?

Mme Catherine King: Il est toujours plus économique de recevoir des produits par bateau dans l'Est. Je me fais l'écho des commentaires sur l'infrastructure. Je pense que le Canada doit vraiment établir une feuille de route sur 10 ans pour déterminer ce qu'il va faire dans ce domaine. Au fur et à mesure que ces annonces se concrétiseront et que nos membres augmenteront la production, ils auront besoin de la disponibilité des chemins de fer pour acheminer ces produits vers leurs clients.

Le président: Nous allons devoir en rester là. Merci, monsieur Drouin.

[Français]

Monsieur Perron, vous avez la parole pour six minutes.

M. Yves Perron: Je vous remercie, monsieur le président.

Je remercie les témoins d'être avec nous aujourd'hui.

Comme j'ai beaucoup de questions à poser, mais peu de temps à ma disposition, je propose que nous procédions rapidement.

Monsieur Ruest, en ce qui a trait à l'augmentation de notre production et de nos exportations, vous proposez d'envisager la situation à long terme plutôt qu'à court terme, comme le fait de recourir à des mesures de secours d'urgence. Plusieurs témoins nous ont dit également qu'une portion de l'aide internationale fournie par le Canada devrait améliorer l'autonomie alimentaire ou la capacité locale.

Selon vous, comment pouvons-nous établir un équilibre à cet égard?

• (1250)

M. Jean-Marc Ruest: Comme vous le soulignez, c'est une question d'équilibre. En dépit de toutes les bonnes intentions, il faut être réaliste concernant ce que nous pouvons faire dans chacune des régions et ce qui est le moyen le plus efficace de fournir les aliments nécessaires aux citoyens.

À certains endroits, les gens doivent surmonter des obstacles liés à la géographie, à une pénurie de terres agricoles ou à des sécheresses. Malgré tous les efforts accomplis, la production de certains produits, du moins, sera toujours limitée. C'est pourquoi il faut analyser la situation pour déterminer ce qu'il est possible de faire et de surveiller les régions dans le monde où il y a de la surproduction.

Pour ce qui est des possibilités sur le plan local, la science peut encore jouer un rôle en développant, par exemple, des semences qui résistent aux sécheresses ou qui résistent mieux à des maladies qui sévissent dans certaines régions.

Ce sont des questions complexes, et elles doivent être analysées. En fin de compte, il s'agit de voir quel est le moyen le plus efficace pour y arriver.

M. Yves Perron: Je suis désolé de vous interrompre. Vous avez quand même bien répondu à la question et je vous en remercie.

J'aimerais revenir brièvement sur la question du transport.

Avez-vous des recommandations concrètes à faire au Comité à cet égard?

Vous avez mentionné le transport ferroviaire. Nous avons aussi parlé brièvement des installations portuaires. Dans le cadre d'une étude précédente, nous avons abordé les problèmes liés à l'exploitation agricole dans des conteneurs et le manque de concurrence dans ce domaine.

Avez-vous des observations ou des recommandations à faire à ce sujet?

M. Jean-Marc Ruest: En ce qui concerne le transport ferroviaire, plusieurs recommandations ont été faites, notamment par la Western Grain Elevator Association. Je vous invite à les consulter.

Cela étant dit, il faut accroître la performance dans le domaine ferroviaire. Il faut peut-être tenir compte d'une augmentation de la concurrence.

Par ailleurs, il s'agit d'augmenter la capacité relativement à certaines infrastructures, comme les ponts, les tunnels, et ainsi de suite. Dans cette optique, il faudrait augmenter le nombre de voies ferrées à Vancouver.

M. Yves Perron: Je vous remercie beaucoup.

Madame King, vous avez parlé d'augmenter la production locale en matière de fertilisants afin d'être moins dépendants par rapport à la production extérieure. Vous avez dit que ce n'était pas magique, qu'il n'y avait pas d'interrupteur pour régler les nouvelles productions.

Avez-vous tout de même une idée du pourcentage de la demande locale qui pourrait être satisfait d'ici quelques années?

[Traduction]

Mme Catherine King: Je n'ai pas de prévision sur ce sujet précis, mais je pense que nos membres recherchent un environnement réglementaire qui favorise les investissements dans le secteur et qui vise vraiment à équilibrer les objectifs économiques et environnementaux.

Je pense que nous pouvons jouer un rôle clé dans l'approvisionnement mondial en engrais. Environ 95 % de la potasse produite ici est exportée dans le monde entier, et 40 % de l'azote est exporté surtout vers les États-Unis. Je dirais que le Canada aide les agriculteurs de l'Est et de l'Ouest du pays, mais il faut aussi tenir compte du contexte mondial, car le Canada est un leader mondial de la production d'engrais.

[Français]

M. Yves Perron: Je vous remercie beaucoup, madame King.

Monsieur Saik, vous avez mentionné qu'il fallait tenir compte de ce qui est appliqué sur le terrain plutôt que prendre des décisions comportant des seuils précis en fonction d'objectifs établis.

Pourriez-vous nous donner des précisions à ce sujet?

[Traduction]

M. Robert Saik: Il s'agit en fait de mesures qualitatives et quantitatives. Par exemple, vous pouvez mesurer si un agriculteur effectue des analyses de sol. Vous pouvez documenter si un agriculteur fait correspondre ses applications d'azote, ou équilibre ses applications d'engrais avec les analyses de ses sols et les recommandations qui en découlent. Vous pouvez déterminer très facilement s'il utilise

des engrais azotés à libération lente. Vous pouvez documenter s'il utilise l'agriculture de précision.

Toutes ces caractéristiques et technologies se prêtent à un niveau plus élevé d'efficacité de l'utilisation des engrais. Cette efficacité augmente le rendement des cultures tout en réduisant l'empreinte écologique. Ce sont les éléments que nous devrions mesurer. Ce sont les éléments pour lesquels nous devrions récompenser les agriculteurs.

• (1255)

Le président: Merci, monsieur Saik. Nous allons devoir en rester là.

Merci, monsieur Perron.

Monsieur MacGregor, vous disposez de six minutes.

M. Alistair MacGregor: Merci, monsieur le président.

Je vais me lancer immédiatement. Ma première question s'adresse à Richardson International.

Le mois dernier, Sylvain Charlebois a écrit un article sur l'augmentation massive du prix de l'huile végétale. Il a souligné que l'huile de palme a connu des augmentations importantes, mais que l'huile de canola a aussi augmenté de 55 %, en moyenne, au cours des six derniers mois, je crois. C'est très bien pour nos agriculteurs, mais cela réduit aussi le pouvoir d'achat des pays vers lesquels nous exportons.

J'ai deux questions.

Premièrement, monsieur Ruest, pouvez-vous me décrire l'incidence que cette augmentation a eue sur les exportations du Canada, ou si elles sont encore fortes? Pouvez-vous commencer par cette question, s'il vous plaît?

M. Jean-Marc Ruest: Les exportations demeurent fortes.

Nous devons nous rappeler qu'au Canada, au cours des six derniers mois environ, nous avons eu une mauvaise récolte. La production a été réduite d'environ 40 %. Nous avons parlé de l'opposition entre l'alimentation et le carburant. Une grande partie de notre production est maintenant sollicitée par l'industrie des biocarburants, de sorte que nous produisons et exportons plus d'huile de canola que nous n'aurions exporté de graines de canola. Ce sont les facteurs qui entrent en jeu, en réalité.

Je pense que notre industrie de l'exportation du Canada est très saine, mais la dynamique est en train de changer.

M. Alistair MacGregor: Merci.

Nous sommes tous très conscients des mesures que le gouvernement doit prendre en ce qui concerne notre chaîne d'approvisionnement. Nous venons de déposer un rapport à la Chambre des communes qui détaille bon nombre de ces enjeux.

Cependant, avec l'augmentation des prix du canola, comment Richardson et les autres acteurs du secteur privé réinvestissent-ils ces profits pour s'assurer qu'ils renforcent leur part de l'équation?

M. Jean-Marc Ruest: Je ne pense pas que ce soit forcément une question d'augmentation des profits des exportateurs de 50 %, 60 % ou plus que vous voyez. Ce que nous faisons, c'est vendre et acheter à... Le prix de vente des marchandises correspond, dans une large mesure, au prix d'achat que nous devons payer pour nous procurer cette marchandise.

Le marché est mondial. Nous sommes aussi en concurrence avec des fournisseurs mondiaux, et nos prix doivent donc être comparables. C'est un marché mondial très concurrentiel, alors il ne s'agit pas de voir cette augmentation sur les étagères des magasins et conclure... qu'il y a une corrélation directe avec les profits réalisés par les personnes qui manipulent ce produit de base.

M. Alistair MacGregor: Merci de cette précision.

Monsieur Saik, j'aimerais m'adresser à vous.

Nous avons entendu Oxfam dans un groupe précédent. Ils ont fait un excellent travail en détaillant les coûts financiers des changements climatiques. Ils ont souligné qu'au cours des 20 dernières années, nous avons constaté une augmentation de 819 % des appels de fonds humanitaires liés à des conditions météorologiques extrêmes, et que le coût économique des événements météorologiques extrêmes, rien que l'an dernier, s'est élevé à 329 milliards de dollars, un chiffre qui devrait augmenter au cours des 10 prochaines années. Si nous parlons d'inflation, c'est certainement un chiffre que nous devons garder à l'œil.

Les pays en développement, notamment ceux de la Corne de l'Afrique, en souffrent de plusieurs façons. Ils doivent non seulement faire face aux effets de catastrophes climatiques, mais les agriculteurs doivent aussi composer avec des pertes de production. Le pays souffre, dans son ensemble, car il voit alors son pouvoir d'achat diminuer.

Il a beaucoup été question de tirer parti du savoir-faire canadien. Vous avez parlé de la santé des sols. Pouvez-vous nous parler de certaines interventions que le Canada pourrait faire pour aider ces pays en développement à devenir plus résilients? La projection semble peu favorable, surtout considérant les chiffres qui nous ont été présentés.

• (1300)

M. Robert Saik: J'ai l'expérience du travail sur le terrain au Kenya et au Nigeria. J'ai une participation dans une ferme en Ouganda. La première chose que nous ferions serait de subventionner l'échantillonnage des sols, parce que lorsque vous échantillonnez les sols et que vous faites faire des analyses de sol, vous aidez les petits exploitants à comprendre les contraintes relatives à l'équilibre des nutriments dans le sol.

La deuxième chose que vous feriez est de plaider pour des politiques qui favorisent le génie génétique parce que, dans bien des cas, notre capacité à créer des cultures tolérantes à la sécheresse et à la salinité dans beaucoup de ces régions est absolument essentielle. Nous favoriserions aussi l'utilisation de la technologie pour accroître la résistance aux parasites.

Nous ne pouvons pas nourrir la population de demain avec la technologie d'hier. Le Canada est un chef de file de l'adoption de technologies. Je pense que l'une de nos principales exportations en tant que pays devrait être la technologie agricole que nous avons dans nos têtes.

M. Alistair MacGregor: Je vous remercie.

Comme le temps file, je vais m'arrêter là, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur MacGregor.

Chers collègues, il ne nous reste qu'une minute ou deux avant la sonnerie. Permettez-moi, en votre nom à tous, de remercier nos témoins.

Merci à M. Ruest, de Richardson, et à M. Saik qui a comparu à titre personnel: nous vous remercions de vos témoignages. Merci aussi à Mme King et à M. Graham.

Je suis désolé, monsieur Graham, que nous n'ayons pu vous entendre, mais Mme King a pris le relais et a fait un excellent travail.

Merci beaucoup.

Chers collègues, nous allons nous arrêter là. Jeudi, nous allons étudier le projet de loi C-234. M. Lobb a confirmé qu'il comparaitra devant nous.

Lundi, l'intention est d'avoir une discussion de deux heures sur le cannabis avec un groupe de témoins, comme M. MacGregor l'a demandé. J'ai besoin de vos témoins, pour que la greffière en soit informée. Si vous n'avez pas encore communiqué le nom de certains de vos témoins à la greffière, veuillez le faire d'ici la fin de la journée.

Je pense que nous allons en rester là. Nous allons permettre à tout le monde d'être en mesure de voter.

Merci. La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>